

Défis et opportunités pour un financement durable de la restauration des forêts et des paysages dans la région méditerranéenne

Quelles sont les approches de financement pertinentes pour la restauration des paysages méditerranéens ?

par Ludwig LIAGRE

Contexte : nécessité d'augmenter les investissements privés pour la restauration

Selon une étude de la FAO et du Mécanisme mondial de la Convention des Nations Unies sur la Lutte contre la désertification publiée en 2015¹, 300 Milliards USD seront nécessaires chaque année pour atteindre l'objectif de Neutralité en matière de dégradation des terres (NDT) d'ici 2030, un des objectifs de développement durable, ainsi que ceux d'autres cibles, y compris le Défi de Bonn, la Déclaration de New York sur les Forêts et l'objectif 15 d'Aichi de la Convention sur la diversité biologique (CDB). Pour mobiliser ce montant, de multiples sources seront nécessaires, y compris les financements publics nationaux, la finance climat, l'aide au développement et, plus important encore, l'investissement privé qui représente le principal fournisseur de ressources.

L'obtention des niveaux nécessaires de financement de la part du secteur privé sera donc cruciale et repose sur plusieurs facteurs, tels que : la création d'un environnement favorable à des investissements réussis ; le développement d'opérations d'investissement ; la compilation des données de rentabilité des investissements liés à la Restauration des forêts et paysages (RFP) et à la NDT ; l'atténuation

1 - <http://www.fao.org/publications/card/en/c/274a1d5d-868a-4c70-9700-590615875184/>

2 - <http://mirlo.co/>

des risques financiers et institutionnels, ainsi que la promotion des marchés pour la RFP et la NDT.

Le succès d'un développement durable de la RFP et la NDT sera donc assuré en grande partie par la capacité des pays, des partenaires techniques et financiers et des agences internationales à mobiliser investissements du secteur privé à grande échelle. Cela passera par une promotion du dialogue entre les parties prenantes de la RFP et la NDT, le partage d'expérience et d'informations sur les pratiques efficaces des mécanismes de financement, les lacunes et les défis. Il faudra également saisir des opportunités pour promouvoir les synergies entre différentes approches de financement.

Alors que les efforts de RFP sont essentiels pour construire une économie verte intégrée dans la région méditerranéenne, il faut des investissements et des moyens de mise en œuvre plus importants. Un certain nombre d'initiatives réussies sont en cours et les leçons apprises doivent être partagées dans

la région. Alors que de nouvelles opportunités apparaissent, comme la finance climat et la NDT, il est important d'élaborer une stratégie pertinente pour en saisir pleinement le potentiel et discuter des conditions d'un environnement propice à l'augmentation des investissements dans la RFP.

Diversité des partenariats public-privé existants pour le financement de la RFP dans la région méditerranéenne

La région méditerranéenne propose déjà une diversité de solutions de partenariats public-privé pour augmenter le financement de la gestion durable des forêts et de la restauration forestière. Par exemple, le Fonds *Floresta Atlântica* au Portugal est un instrument performant soutenant un partenariat étroit entre Forêt et Agriculture pour un financement durable des paysages (voir pp. 401).

Au Liban, le projet d'établissement d'un Fonds forestier national dans le cadre du programme « 40 millions d'arbres » est prometteur car il pourrait combiner différents types de sources de financement à investir dans le reboisement et le soutien aux chaînes de valeur forestière et à l'approvisionnement durable des services écosystémiques.

Au Maroc, le Partenariat pour les forêts marocaines, avec le rôle essentiel joué par le Crédit Agricole du Maroc, la principale banque nationale de développement rural, est également un modèle où les organisations publiques et privées coopèrent pour trouver des solutions visant à améliorer la mobilisation des ressources pour le secteur forestier (voir pp. 399).

D'autres instruments s'appuient sur le *crowdfunding* en tant que solution permettant aux citoyens et aux entreprises responsables de s'engager dans la gestion durable des forêts et la restauration forestière. L'initiative Mirlo² - *Positive Nature* en Espagne est un des meilleurs exemples en Méditerranée en matière de mobilisation de dons et d'engagement des citoyens dans les efforts de restauration. Dans cet exemple, les entreprises privées sont invitées à se joindre à un « Business Club ».

Figure 1 :
Financement de la nouvelle Stratégie forestière européenne.



Possibilités de financement climat pour la RFP : saisir le potentiel d'adaptation et d'atténuation des forêts et paysages méditerranéens

Avec l'émergence des risques climatiques et l'observation de la vulnérabilité dont souffre déjà et souffrira encore la région méditerranéenne, la finance climat représente un facteur très important pour accroître le financement et le potentiel de mobilisation de ressources privées additionnelles.

Par exemple, le financement de l'UE (Cf. Fig. 1) pour la Stratégie forestière européenne comprend une part importante pour l'adaptation et l'atténuation des changements climatiques grâce à des investissements prévus pour la prévention et le contrôle des incendies de forêt, le reboisement, la restauration des forêts, etc. Ceci représente environ 8,2 milliards USD pour la période 2014-2020, 90% de cette somme sont prévus par le Fonds européen agricole pour le développement rural.

Dans les pays en développement, les financements REDD+³ peuvent servir à améliorer la préparation des projets et des chaînes de valeur forestière pour répondre au mieux aux critères de financement des investisseurs privés. Le projet financé par le FFEM / AFD (Cf. Encadré) dans le cadre du Partenariat de collaboration sur les forêts

Optimiser la production de biens et services par les écosystèmes boisés méditerranéens dans un contexte de changements globaux

Le projet cofinancé par le Fonds Français pour l'Environnement Mondial (FFEM) et intitulé « Optimiser la production de biens et services par les écosystèmes boisés méditerranéens dans un contexte de changements globaux » a permis de consolider les échanges entre l'Algérie, le Liban, le Maroc, la Turquie et la Tunisie, de faire un diagnostic de la situation de chaque pays et d'identifier des projets pilotes dans le cadre de la REDD. Si le potentiel de revenus liés au carbone reste incertain, en particulier en région méditerranéenne, les pays s'accordent sur l'importance des nombreux services fournis par les écosystèmes forestiers et sur la nécessité de mettre en œuvre de nouveaux mécanismes qui permettent de mieux gérer les forêts, en renforçant notamment le lien avec les populations locales.

Jean-Guénolé Cornet

méditerranéennes a permis de mettre en lumière les défis et les possibilités de rendre opérationnels les projets REDD+ dans les pays MENA⁴. Le Maroc et la Tunisie sont déjà membres du programme ONU-REDD⁵ et la Tunisie a commencé à mobiliser le financement REDD+ du Fonds de partenariat pour le carbone forestier de la Banque mondiale (FCPF)⁶ pour la préparation et la mise en œuvre de projets REDD+.

Au Maroc, l'un des premiers projets du Fonds vert pour le climat, *Green Climate Fund* (GCF), a été approuvé pour le développement de l'arganiculture et la réhabilitation et la valorisation de l'écosystème de l'arganier⁷. Le financement GCF se fera par l'intermédiaire de l'Agence de développement

3 - REDD + : *Reducing Emissions from Deforestation and Forest Degradation*.

Réduire les émissions de CO₂ provenant de la déforestation et de la dégradation des forêts.

4 - MENA est l'acronyme de « Middle East and North Africa ».

5 - <http://www.un-redd.org/>

6 - <https://www.forestcarbonpartnership.org/>

Développement de l'Arganiculture dans les Zones Vulnérables

L'Arganeraie joue des rôles déterminants pour le développement socio-économique du sud-ouest du Maroc, creuset d'une riche biodiversité reconnue comme Réserve de Biosphère. Un espace façonné par l'Homme, notamment en matière de gestion des ressources naturelles, des pratiques culturelles, de conservation des sols, de collecte, de partage et de valorisation de l'eau, etc. La dégradation visible des éléments de cet espace est reconnue. Le couvert végétal de plus en plus épars amplifie la vulnérabilité des terres à l'érosion qui est aggravée par les changements climatiques et l'abandon des pratiques "d'agroforesterie" en terrasse. A la lumière du "Market boom" de l'huile d'argan, l'enjeu est de concevoir des modes alternatifs de gestion et des mesures pour renforcer la résilience et favoriser l'adaptation des écosystèmes et des communautés aux changements climatiques. C'est dans cette perspective que le projet "Développement de l'Arganiculture dans les zones vulnérables" a été développé par l'ANDZOA et l'ADA et présenté pour financement au Fonds Vert pour le Climat. Le but est de contribuer à soulager la pression anthropique sur la forêt naturelle tout en améliorant les moyens de subsistance des bénéficiaires, par : i) la plantation de 10 000 ha de vergers d'arganier avec la mise en œuvre d'actions de conservation des sols et de collecte des eaux pluviales ; ii) l'appui aux organisations professionnelles des producteurs ; iii) le renforcement des capacités des bénéficiaires, le partage des connaissances. Il est prévu une augmentation de la production de fruit par ménage, une séquestration du carbone estimée à plus de 600 000 Tonne éq. CO₂.

Aitlhaj Abderrahmane

Agence Nationale pour le Développement des Zones Oasiennes et de l'Arganier, Agadir, Maroc.



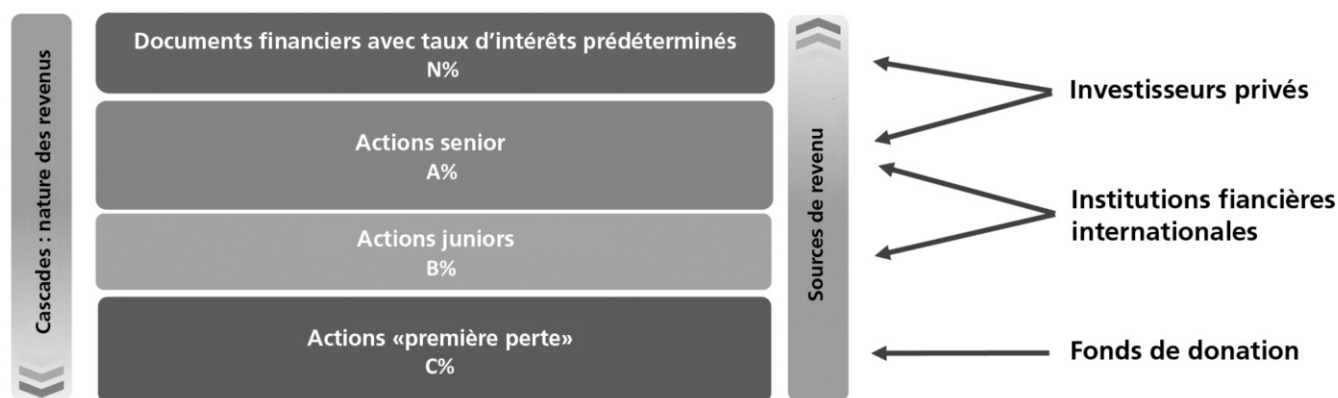


Figure 2:
Fonds multi-tranches.

7 - <http://www.greencclimate.fund/-/development-of-argan-orchards-in-degraded-environment-dared?inheritRedirect=true&redirect=%2Fwhat-we-do%2Fprojects-programmes>

agricole (ADA), une entité nationale accréditée par le GCF, et l'Agence nationale de développement des zones oasiennes et de l'arganier (ANDZOA) (voir encadré page précédente).

Finance de la Neutralité en matière de dégradation des terres et perspectives du fonds NDT

Le fonds NDT a été promu par la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (UNCCD) et par Mirova, la filiale d'impact du Groupe Natixis. Le fonds NDT investira dans des projets de gestion durable et de restauration des terres dans le monde entier, afin de contribuer à un monde neutre en matière de dégradation des terres, selon l'objectif 15.3 de développement durable des Nations Unies. Le fonds NDT se concentre sur l'investissement direct dans des programmes de restauration de terres et de prévention de la dégradation des terres, qui intégreront les petits exploitants et les communautés locales, avec un volet dédié aux projets à petite échelle et aux PME. Il fournira un financement à long terme (dette / capitaux propres) à des projets répondant à des normes environnementales et sociales strictes et permettra de regrouper les ressources des investisseurs publics et privés engagés dans l'objectif d'arrêter la dégradation des terres. La Banque européenne d'investissement (BEI) a soutenu le projet du fonds NDT dans la structuration du fonds en tranches multiples (voir figure 2). En outre, le fonds NDT sera accompagné d'une facilité d'assistance technique qui soutiendra l'origine et la conception des projets.

Dans la région MENA, un certain nombre de chaînes de valeur pourraient être pertinentes pour les investissements du fonds NDT, par exemple les chaînes de valeur liées au chêne-liège, au cèdre, à l'arganier, aux plantes médicinales et aromatiques, etc., mais des efforts supplémentaires doivent être engagés dans la préparation de projets prêts à l'investissement, en particulier des projets pour lesquels les investisseurs font confiance au modèle de rentabilité et au respect des standards environnementaux et sociaux. À cette fin, les administrations et organisations publiques ont un rôle clé à jouer dans la création d'un environnement propice.

La voie à suivre

Au-delà de la réflexion sur une stratégie de financement régional pour la RFP et la NDT, il est essentiel de partager les bonnes pratiques et les leçons apprises entre les pays. À cette fin, le groupe de travail de *Silva mediterranea* sur le financement peut être un moteur, et les résultats issus de *l'Etat des forêts méditerranéennes* — dont un chapitre est dédié au financement — pourront fournir un état de l'art et des options de coopération accrue entre pays méditerranéens.

Face à une pénurie de ressources publiques et à de plus en plus de défis pour protéger et valoriser les ressources forestières, les administrations forestières méditerranéennes sont appelées à des efforts additionnels pour mobiliser des financements issus de sources multiples, en particulier pour créer les conditions de l'investissement privé dans les projets forestiers.

L.L.

Ludwig LIAGRE
Programme Officer
Land Use & Climate
Change
LDN Transformative
Projects & Innovative
Finance
Email:
LLiagre@unccd.int